**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE**

6^{ème} RÉUNION DE 2012

Séance du 15 novembre 2012

CG 12/6^{ème}/I-11

L'an deux mil douze, le 15 novembre, les membres du Conseil Général légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département sous la présidence de M. Jean-Michel BAYLET, Président du Conseil Général. Après avoir constaté le quorum légal, l'Assemblée départementale peut valablement délibérer.

Présents ou ayant donné procuration de vote : Mme Sardeing-Rodriguez, MM. Albert, Astoul, Astruc, Aurientis, Baylet, Bésiers, Cambon, Capayrou, Dagen, Deprince, Descazeaux, Empociello, Garrigues Francis, Garrigues Roland, Gonzalez, Guillamat, Hébral, Lacombe, Lavabre, Marty Michel, Marty Patrick, Massip, Mouchard, Quéréilhac, Raynal, Roger, Roset., Tabarly et Viguié.

PERSONNEL DEPARTEMENTAL

CREATIONS ET TRANSFORMATIONS D'EMPLOIS

I – CREATIONS D'EMPLOIS

1°) - Agents du Centre Technique Départemental

Depuis le 1er janvier 2010, les 45 agents du centre technique départemental (7 fonctionnaires et 38 ouvriers des parcs et ateliers) sont mis à disposition du Conseil Général.

Les fonctionnaires ont, depuis cette date et pendant deux ans, la possibilité d'exercer leur droit d'option auprès de notre collectivité en demandant, soit leur intégration, soit leur détachement sans limitation de durée.

Deux d'entre eux ont fait valoir leurs droits à la retraite et n'ont pas été remplacés par l'Etat.

Quatre autres ont opté et ont été intégrés dans notre personnel aux 1er janvier 2011 et 2012, les emplois correspondants ayant été créés par notre Assemblée à l'occasion des Décisions Modificatives n°2 de 2010 et 2011.

Quant au dernier, il n'a pas souhaité exercer son droit d'option et sera placé en détachement sans limitation de durée à compter du 1er janvier 2013.

Afin de permettre de l'accueillir, je vous propose de bien vouloir délibérer et décider la création d'un emploi d'adjoint technique.

En ce qui concerne **les ouvriers des parcs et ateliers**, le décret d'homologie permettant l'intégration de ces agents dans nos cadres d'emplois, n'est toujours pas publié.

Toutefois, depuis leur mise à disposition, un agent est décédé et deux autres ont fait valoir leurs droits à la retraite.

L'Etat n'ayant pas procédé à leur remplacement, je vous propose, comme nous l'avons fait en son temps pour les agents de la DDE, de créer les emplois correspondants, à savoir un emploi d'adjoint administratif et deux emplois d'adjoint technique.

Je vous précise que ces créations ont **un impact neutre** sur le budget départemental dans la mesure où nous remboursons, tous les ans à l'Etat, la masse salariale des agents du Centre Technique Départemental.

2°) - Création d'un emploi d'adjoint administratif 2ème classe pour la Maison Départementale des Personnes Handicapées (M.D.P.H).

Le 22 août 2012, Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations m'a informé qu'un des agents de l'Etat mis à disposition de la Maison Départementale des Personnes Handicapées avait sollicité sa réintégration auprès de ses services, à compter du 1er septembre 2012.

Il m'a précisé que cet agent ne serait pas remplacé par l'Etat mais que son poste serait compensé financièrement.

C'est pourquoi, je vous propose la création d'un emploi d'adjoint administratif 2ème classe, étant précisé que ce dernier sera mis à disposition de la Maison Départementale des Personnes Handicapées qui nous remboursera son traitement, grâce à la compensation précédemment évoquée. Là aussi, l'impact pour nos finances sera **neutre**.

II – TRANSFORMATIONS D'EMPLOIS.

1°) - Transformation de quatre emplois d'adjoint administratif en quatre emplois de rédacteur.

Suite à la parution du décret n°2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux, une Commission Administrative Paritaire a eu lieu le 11 octobre 2012.

Pour faire suite aux propositions de nomination issues de cette Commission Administrative Paritaire, il convient de transformer quatre emplois d'adjoint administratif (catégorie C), lauréats de l'examen professionnel de rédacteur, en quatre emplois de rédacteur (catégorie B).

2°) - Transformation d'un emploi de conseiller socio-éducatif en un emploi d'assistant socio-éducatif.

Un agent détenant le grade de conseiller socio-éducatif a fait valoir ses droits à la retraite.

Suite aux mouvements internes au sein de la Direction de la Solidarité Départementale en résultant, je vous sou mets la transformation d'un emploi de conseiller socio-éducatif (catégorie A) en un emploi d'assistant socio-éducatif, spécialité assistance de service social (catégorie B).

3°) - Transformation d'un emploi d'adjoint technique en un emploi de technicien.

Un adjoint technique travaillant au Laboratoire Vétérinaire vient d'être déclaré lauréat du concours de technicien territorial.

Compte tenu des missions exercées par cet agent (responsable qualité au sein du Laboratoire), et afin de lui permettre d'être nommé, je vous propose la transformation d'un emploi d'adjoint technique territorial (catégorie C) en un emploi de technicien territorial (catégorie B).

Je vous précise que le Comité de Gestion du Laboratoire Vétérinaire, en date du 16 octobre 2012, a émis un avis favorable à cette transformation.

Compte tenu de ce qui précède, je vous demanderais de bien vouloir délibérer.

◆

◆ ◆

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu l'avis de la commission des finances,

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL GENERAL

- Décide :

. la création :

- de trois emplois d'adjoint technique territorial, tels que régis par le décret n°2006-1691 du 22 décembre 2006,
- de deux emplois d'adjoint administratif territorial, tels que régis par le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 ;

. la transformation :

- de quatre emplois d'adjoint administratif territorial (catégorie C) en quatre emplois de rédacteur territorial (catégorie B), tels que régis par le décret n°2012-924 du 30 juillet 2012,
- d'un emploi de conseiller socio-éducatif (catégorie A) en un emploi d'assistant socio-éducatif spécialité assistance de service social (catégorie B), tel que régi par le décret n°92-843 du 28 août 1992,
- d'un emploi d'adjoint technique territorial (catégorie C) en un emploi de technicien territorial (catégorie B), tel que régi par le décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010, étant précisé que cet emploi sera imputé sur le budget annexe du Laboratoire Vétérinaire.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,